

**ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2024-263**

du 29 NOV. 2024

**imposant les respects de certaines dispositions pour les installations  
de la société Arkema situé sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold  
sur la commune de Saint-Avold**

Le préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié dit « arrêté cadre » ;
- Vu** la note du 29 avril 2024 relative à l'effet de vague complétant l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » de juin 2023 ;
- Vu** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
- Vu** les éléments transmis par l'exploitant suite à la visite d'inspection du 10 septembre 2024 ;
- Vu** le rapport du 22 octobre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le courrier préfectoral du 23 octobre 2024 informant la société Arkema France des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 12 novembre 2024 ;

**Considérant** la présence de réservoirs de liquides inflammables au sein du site Arkema à Saint-Avold ;

**Considérant** l'engagement de l'exploitant de compléter la note du 29 avril 2024 susvisée sur la base des points 1.2.8.B.1, 1.2.8.B.2 et 1.2.8.B.3 de la circulaire du 10 mai 2010 susmentionnée ;

**Considérant** la nécessité d'identifier les réservoirs de liquides inflammables et les cuvettes de rétention associées concernés par les points 1.2.8.B.1, 1.2.8.B.2 et 1.2.8.B.3 de la circulaire du 10 mai 2010 susvisée ;

**Considérant** la nécessité de justifier, pour chaque réservoir concerné, le respect des points 1.2.8.B.1 et 1.2.8.B.2 de la circulaire du 10 mai 2010 susvisée ;

**Considérant** la nécessité de réaliser, pour chaque cuvette de rétention concernée, l'étude technico-économique mentionnée au point 1.2.8.B.3 de la circulaire du 10 mai 2010 susvisée ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société Arkema France (numéro SIREN : 319 632 790), dont le siège social est situé, 420 rue d'Estienne d'Orves à Colombes (92705), est tenue de respecter pour son site situé au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold les dispositions complémentaires suivantes.

### **Article 2 :**

L'exploitant liste pour l'ensemble de son établissement les réservoirs de liquides inflammables visés à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé susceptibles de générer un accident de gravité modéré au sens de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié.

Il identifie, dans cette liste, les cuvettes de rétention associées à chaque réservoir susmentionné.

Il transmet cette liste à l'inspection des installations classées dans un délai 1 mois.

### **Article 3 :**

Pour chaque réservoir visé à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, la justification du respect des critères des points 1.2.8.B.1 et 1.2.8.B.2 de la circulaire du 10 mai 2010 susmentionnée ;

### **Article 4 :**

Pour chaque cuvette de rétention visée à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, son positionnement sur les conditions technico-économiques pouvant permettre d'atteindre les résultats demandés au point 1.2.8.B.3 de la circulaire du 10 mai 2010 susmentionnée.

### **Article 5 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de L'Hôpital et Saint-Avold et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie des communes susvisées. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

#### **Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, le maire de Carling et Saint-Avold sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société Arkema France et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Richard Smith

#### **Voies et délais de recours**

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.